

SANTÉ

Table ronde le 26 janvier pour le collectif réa

Action Paysanne

20/01/12

Avant son action de ce mardi, le Collectif pour une Réa a tenu son assemblée générale. L'occasion pour lui de revenir sur les actions effectuées en 2011, mais aussi de préparer ce début 2012, plus que chargé avec la validation du Schéma régional de l'organisation de la santé pour les prochaines années, « *alors qu'il y a une grande prise de conscience au sein de la population, liée à leur inquiétude grandissante sur l'accès aux soins et à leurs coût* », explique Jean-François Pellarrey, président de l'association.

Si le collectif se bat pour éviter la mise en place du PRS tel que validé par l'ARS, son cheval de bataille reste bien évidemment la mise en place d'un service de réanimation adapté au sein du centre hospitalier de Manosque. À ce sujet, si rien n'a vraiment avancé ces dernières semaines de manière positive, puisque le secrétaire d'État Pierre Lellouche a même été radical (voir HPI du 16 décembre) jugeant qu'il serait « *dangereux financièrement pour un retour à l'équipe de l'hôpital* », le Collectif ne relâche pas la pression loin de là, et continue son travail de fond.

Il a réussi à obtenir la mise en place d'une table-ronde en préfecture le 26 janvier à 14h30 où seront présents les parlementaires, les présidents des conseils de surveillance des hôpitaux de Digne et Manosque, mais aussi Dominique Deroubaix « *Nous attendons aussi un rendez-vous avec le ministère de la santé et les parlementaires du département pour clarifier la situation alors que l'an dernier ils étaient d'accords* ».

Surtout, pour les membres du collectif, « *ils jouent sur les chiffres, alors que le service de réanimation de Digne est plein. Rien que sur ceux qui passent aux Urgences à Manosque, 300 cas relèveraient d'une réanimation polyvalente sur une année. Autant dire que cela ferait largement tourner un service. Nos chiffres sont incontournables et bétonnés par les services médicaux. Sans compter les coûts faramineux pour transporter les patients* ».

Le collectif y croit toujours dur comme fer, mais l'application du PRS et de la communauté hospitalière de territoire avec un centre hospitalier hégémonique à Aix l'inquiète dans la mesure où ce dernier prévoit un important agrandissement qui pourrait absorber un grand nombre de demandes.

Une certitude, l'action de mardi ne sera pas la dernière, et avec plus de 46 000 signatures à la pétition, le collectif continue de peser sur les discussions même si la partie est loin d'être gagnée.

Guillaume MESSIEN